

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi approuvant le Traité de Paix avec l'Allemagne
conclu à Versailles le 28 juin 1919 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA SECTION CENTRALE, RÉUNIES ⁽²⁾, PAR **MM. MÉLOT ET FERON**.

MESSIEURS,

Pour apprécier le Traité de Paix qui est aujourd'hui soumis à la ratification du Parlement belge, il convient de se reporter à cette séance du 4 août 1914 où les Représentants de la Nation reçurent communication de l'insolent ultimatum allemand et de la noble réponse qu'y avait faite le Gouvernement du Roi, où ils apprirent la violation du territoire.

Dès ce jour le discours du Trône formula en termes émuants les raisons de la résistance belge et les principaux buts de la guerre que l'Allemagne nous imposait. Par d'unanimes acclamations, le Parlement ratifia les paroles royales.

La Belgique a combattu parce qu'elle s'était engagée à faire respecter la neutralité de son territoire; elle a combattu pour son indépendance et ses foyers

(1) Projet de loi, n° 203.

(2) La Commission permanente des Affaires étrangères est composée de MM. POULLET, président, BUISSET, CARTON DE WIART, DESTREE, DE WOUTERS D'OPLINTER, FERON, HANSSENS, HELLEPUTTE, HUBIN, IMPERIALI, JANSON, MÉLOT, SEGERS, TERWAGNE, TROCLET, VAN CLEEMPUTTE et WOESTE.

La Section centrale était composée de MM. POULLET, président, TIBBAUT GOLENTAUX, BEGHEM, VAN HOEGAERDEN, NEUJEAN et MECHelynck.

menacés et parce qu' « un pays qui se défend s'inspire un respect de tous, que ce pays ne périt pas ».

Le droit est rétabli. L'honneur de la Belgique est intact. Sa signature aura désormais pour garant le sang de ses morts. La Belgique vit; son indépendance est parfaite, plus complète encore qu'autrefois. Nos buts essentiels de guerre sont donc atteints; le Traité de Versailles les consacre.

Au moment où nous sommes appelés à ratifier ce Traité, il y aurait ingratitude à ne pas rendre, tout d'abord, un hommage de reconnaissance à ceux de nos compatriotes : soldats ou civils, qui ont souffert, qui sont morts ou ont généreusement offert leur vie pour la Patrie; à nos Alliés dont les puissantes armées, en luttant pour leur pays, ont également lutté pour le nôtre. A tous ceux qui se sont sacrifiés pour Elle, la Belgique nouvelle, grandie par l'épreuve et par la victoire, doit une inaltérable reconnaissance.

Durant toute la guerre, le Gouvernement du Roi, interprète du pays, n'a cessé de proclamer qu'il n'avait d'autre but que le rétablissement de la paix et du droit, mais il n'a manqué aucune occasion d'ajouter qu'il ne voulait que d'une paix qui assurerait des réparations légitimes, des garanties et des sécurités pour l'avenir.

Le Traité prévoit des réparations, des garanties et des sécurités.

Nous allons parler des réparations.

Quant aux garanties et aux sécurités, elles sont inscrites dans de nombreuses parties du Traité et notamment dans le Pacte des Nations, dans les articles qui traitent de la rive gauche du Rhin et de nos nouvelles frontières, ainsi que dans ceux qui traitent du désarmement de l'Allemagne.

En stipulant pour tous les membres de la Société des Nations certaines obligations de ne pas faire la guerre; en proclamant que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte ou non l'un des membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre des mesures propres à sauvegarder efficacement la paix; en imposant des relations internationales fondées sur la justice, l'honneur et le droit; en formulant des sanctions qui pour n'être pas d'une efficacité absolue sont néanmoins sérieuses, le Pacte protège surtout les petites nations. C'est une première garantie, une première sécurité.

Le désarmement de l'Allemagne qui nous a injustement attaqués et dont nous avons le droit de craindre l'esprit de revanche en est une seconde. Il lui est désormais interdit de maintenir ou de construire des fortifications soit sur la rive gauche du Rhin, soit sur la rive droite dans une zone de cinquante kilomètres de largeur; d'entretenir ou de rassembler dans les mêmes zones des forces armées, fût-ce pour des manœuvres militaires. Comme sanction, ces territoires allemands sont occupés par les Alliés, les uns pendant cinq, d'autres pendant dix, d'autres pendant quinze ans ou plus longtemps même si les Alliés le jugent nécessaire. En tout cas, l'occupation ne prendra fin que si l'Allemagne a exécuté ses obligations.

Enfin, l'armée allemande tout entière est réduite à cent mille hommes, officiers et dépôts compris; les armements militaires, navals et aériens sont strictement limités. Le détail de ces limitations comporte seize pages du Traité. Le contrôle de son exécution est confié à une Commission interalliée.

La nouvelle frontière de notre pays, auquel le Traité rend Moresnet, Eupen et Malmédy, est, au point de vue stratégique, légèrement préférable à l'ancienne.

Nous saluons avec joie ces nouveaux compatriotes.

Il semble que de sérieuses précautions aient été prises pour empêcher l'Allemagne de s'armer et de tenter une attaque brusquée qu'il lui serait moralement impossible de préparer dans le secret.

Rien dans le Traité n'empêche d'ailleurs la Belgique de conclure avec d'autres Puissances des accords qui lui donneraient des garanties supplémentaires.

Votre Commission estime qu'il n'en sera pas moins nécessaire d'établir l'état militaire de notre pays plus exposé à une agression que la plupart des belligérants, en tenant compte de sa situation géographique conformément à l'article 8 du Traité.

Le traité de 1919 met fin aux traités de 1839 qui établissaient avant la guerre le statut de notre pays. Il appartient aujourd'hui aux principales Puissances alliées et associées ou à certaines d'entre elles de conclure des conventions avec les Gouvernements de Belgique et des Pays-Bas pour les remplacer. Des négociations sont en cours à ce sujet. L'Allemagne s'est engagée à l'avance à donner à ces conventions son adhésion formelle, si elle en est requise.

Le Traité de Paix met fin également aux différents traités qui réglaient les relations du grand duché de Luxembourg avec l'Allemagne. Celle-ci reconnaît qu'il a cessé de faire partie du *Zollverein* allemand à dater du 1^{er} janvier 1919. Elle renonce à tous droits sur l'exploitation des chemins de fer, adhère à l'abrogation du régime de neutralité et accepte par avance tous arrangements conclus par les Puissances alliées et associées relativement au Grand-Duché. La Chambre sait que des pourparlers se sont poursuivis, dans ces derniers temps, entre le Gouvernement belge et le Gouvernement luxembourgeois en vue de rechercher les bases possibles d'une union économique entre les deux pays.

Garantie par son nouveau statut, mais avant tout par son inébranlable volonté de vivre indépendante, la Belgique se relèvera de ses ruines. Elle se remettra au travail avec l'énergie qui la caractérise. Comptant sur elle-même plus encore que sur des indemnités dont la grande partie ne lui sera pas payée avant longtemps, elle conserve dans ses destinées cette confiance qui ne l'a jamais abandonnée, pas même aux heures les plus tristes de l'odieuse oppression allemande.

La Société des Nations.

Les Gouvernements des nations libres qui, par leurs efforts et leurs sacrifices ont assuré la victoire du droit et sauvé au profit de tous les peuples les conquêtes de la civilisation, ont voulu que le « Pacte de la Société des Nations » figurât en tête des stipulations du Traité de Paix de Versailles comme l'attestation de la loyauté de leurs intentions et le témoignage de leur volonté pacifique. Formé sous l'inspiration du plus pur idéal de concorde et d'humanité, ce pacte constitue une affirmation solennelle de la plus haute morale internationale en même temps qu'une œuvre de politique prudente et forte, dominée par la conscience de la gravité des obstacles qui s'opposent et s'opposeront sans doute longtemps encore à la réalisation parfaite de l'idéal dont le Pacte s'inspire et dont il s'attache, dans la limite des forces humaines, à assurer la consécration et à garantir le respect.

La Société des Nations est appelée, en effet, par ses fondateurs, à résoudre la formidable antinomie — éternelle séduction et éternelle angoisse de la conscience humaine — dont le génie de Pascal a buriné la formule redoutable : « La justice

sans la force est impuissante; la force sans la justice est tyrannique ». La Société des Nations reçoit la mission « de mettre ensemble la justice et la force », et « pour cela, de faire que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste ».

Les fondateurs de la Société des Nations n'ignorent rien des difficultés et des périls de l'œuvre entreprise. Ils savent qu'il n'est point, à l'heure actuelle, d'organisation de droit et de force assez puissante, point de collège d'arbitres dont la vision soit assez sûre pour qu'on puisse promettre aux peuples que les conflits inhérents à la vie et aux progrès des nations pourront se résoudre désormais sans que la révolte du droit qui se croit méconnu ou la conviction de défendre des intérêts vitaux et des aspirations imprescriptibles ne poussent des collectivités humaines aux suprêmes sacrifices.

Le Pacte de la Société des Nations n'annonce pas la suppression de tout risque de guerre. Il demande aux peuples « d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre ». Il leur demande de renoncer aux surprises des ententes secrètes, d'être invariablement fidèles aux obligations des Traités ouvertement conclus et respectueux des règles du droit international.

La Société des Nations ne constituera donc pas une sorte de Gouvernement supra national investi d'une souveraineté qui puisse instituer des lois qui s'imposent à tous les peuples ou qui possède par elle-même les moyens de faire obéir les règlements de droits qu'elle décréterait au cas où des résistances nationales les contrediraient. Les nations subsistent avec la plénitude de leur souveraineté et de leur responsabilité. Elles ne sont point déchargées du souci de leur sécurité et de leur défense. Elles peuvent former entre elles pour parer à des dangers spéciaux des ententes spéciales. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique en promettant à la France leur concours militaire immédiat en cas de violation par l'Allemagne des dispositions du Traité de Versailles et d'agression non provoquée ont donné la formule des ententes particulières que la Société des Nations autorise et que la garantie de la Paix peut commander. La Belgique restituée dans sa pleine souveraineté par l'abolition des Traités de 1839 pourra désormais, si elle le juge utile, s'inspirer de cet exemple et rechercher dans des ententes particulières une garantie plus précise et plus efficace que celle que lui assure déjà l'article 10 du Pacte de la Société des Nations.

Le jour où fut arrêté le Pacte de la Société des Nations, M. Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères, en apportant l'adhésion de notre pays, disait : « Une noble expérience commence ».

La Belgique qui a pris une part importante à l'organisation de cette grande force morale et juridique nouvelle vouée au service du droit, apportera à sa consolidation et à son développement une collaboration sincère et confiante.

Réparations.

Deux questions se sont posées relativement au droit de la Belgique à des réparations. Quels sont les pertes et les dommages dont l'Allemagne doit la restitution à notre pays? Y a-t-il lieu de stipuler dans les indemnités auxquelles il a droit, un privilège de priorité?

Suivant l'article 232 du traité, la Belgique est la seule Puissance à qui soient assurées des restitutions et restaurations intégrales. Toutes les pertes et tous les dommages doivent être indemnisés. C'est la conséquence admise par l'Allemagne

elle-même, de la violation du Traité de 1839. Tandis, par exemple, que les autres belligérants ont à supporter eux-mêmes leurs frais de guerre, l'Allemagne est tenue d'effectuer à la Belgique le remboursement de ces frais.

Indépendamment de ce remboursement, elle a droit comme les autres signataires du Traité à la réparation des dommages causés à sa population civile et à ses biens pendant la période de belligérance par l'agression allemande par terre, par mer et par les airs.

Votre Commission aurait désiré obtenir des précisions quant au montant de ces dommages. Elle a donc posé les questions suivantes :

1^{re} Question.

Le Gouvernement a-t-il indiqué le chiffre des indemnités réclamées par la Belgique à l'Allemagne pour la réparation des dommages?

Réponse.

Les délégués belges à la Commission des Réparations ont déclaré qu'il n'était pas encore possible de fournir un mémoire exact et complet des divers dommages subis par la Belgique.

2^e Question.

Sur quels documents a-t-il basé ses réclamations?

Réponse.

Les délégués ont basé leur calcul sur les renseignements qui leur ont été fournis par les Départements ministériels, par le Comité central industriel et par les experts techniques.

3^e Question.

Quelle signification y a-t-il lieu de donner au chiffre de 7 % mis hypothétiquement en avant de l'annexe II, n° 203. Y a-t-il quelque raison de croire qu'à cela se réduirait la part proportionnelle de la Belgique dans l'indemnité totale?

Réponse.

Le chiffre de 7 % est un chiffre absolument hypothétique. Il n'a aucune signification spéciale et il n'a été choisi que pour permettre d'exposer d'une manière détaillée le mode d'application de l'accord intervenu. Jusqu'à présent, aucune décision n'a été prise par les Puissances alliées et associées au sujet de la proportion d'après laquelle les divers pays intéressés participeront à la répartition des versements périodiques à faire par l'Allemagne.

Il n'est pas possible dans ces conditions de présumer le pourcentage qui sera reconnu à la Belgique.

Nous restons donc dans le vague en ce qui concerne le montant total des indemnités.

En ce qui concerne les priorités accordées à la Belgique, le Traité fournit des précisions. Nous n'avons pas obtenu la priorité pour notre créance entière.

La Belgique obtient le privilège de deux priorités.

La première s'applique aux frais de guerre. L'Allemagne est tenue de rembourser toutes les sommes que la Belgique a empruntées aux Gouvernements alliés et associés jusqu'au 11 novembre 1918, y compris l'intérêt à 5 %. Ce remboursement s'effectuera au moyen de bons que le Gouvernement allemand s'engage à émettre immédiatement. Les trois représentants de la République française, des États-Unis et de la Grande-Bretagne se sont engagés à recommander à l'organisme compétent de leur Gouvernement l'annulation des obligations de la Belgique, dès que ces bons allemands auront été remis à la Commission des Réparations.

C'est grâce à cette disposition que notre pays n'a pas de dette de guerre proprement dite.

La seconde priorité s'applique à la répartition des vingt premiers milliards marks or, que l'Allemagne s'est engagée à payer avant le 1^{er} mai 1921. De ces vingt premiers milliards, la Belgique recevra, en acompte sur les indemnités de réparations auxquelles elle a droit, l'équivalent de 2 1/2 milliards de francs or à prélever sur les premiers paiements effectivement reçus en espèces de l'Allemagne. Indépendamment de cette avance, la Belgique participera, dans la proportion qui lui sera attribuée conformément à l'article 23 du Traité, à la répartition des premiers versements et aux répartitions ultérieures.

Pour ces répartitions, elle rentre dans le droit commun formulé par le Traité.

Des réserves ont été faites au sein des Sections et de la Commission par certains membres, qui ont prétendu démontrer que notre pays ne recevait pas les satisfactions auxquels il a droit. Il est difficile de porter un jugement sur ces critiques.

Les Représentants des principales Puissances alliées et associées qui ont fixé en dernier ressort les règles générales de répartition des indemnités n'ont pas fait connaître les motifs de leurs décisions et nous ne connaissons pas d'autre part le chiffre des indemnités qui seront allouées à la Belgique.

Notre vote affirmatif revêt donc le caractère d'un acte de confiance dans la loyauté de nos Alliés.

Ces puissances ayant déclaré « qu'elles ne mettront pas fin aux hostilités sans » que la Belgique soit rétablie dans son indépendance politique et économique » et largement indemnisée des dommages qu'elle a subis », ne peuvent manquer de tenir parole. Elles fixeront largement le chiffre de l'indemnité à laquelle notre pays a droit.

Organisation du travail.

Le préambule des dispositions qui instituent la Conférence du Travail et les différents organes d'étude, de coordination et de proposition qui en dépendent affirme le principe que la paix universelle, que la Société des Nations doit s'efforcer d'instituer et de garantir, ne peut être fondée que sur « la base de la justice sociale », reconnaît qu'il existe « des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations », affirme qu'il « est urgent de modifier ces conditions » et constate que « la non adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain faisant obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays », il y a lieu pour les membres de la Société

des Nations de travailler en commun à la recherche et à la détermination des réformes que commandent ces constatations et ces principes.

La nécessité d'ententes internationales pour l'amélioration de la condition des travailleurs avait été généralement reconnue, avant la guerre. Elle l'avait été notamment par la Belgique. Son adhésion aux stipulations du Traité de Versailles en ce qui concerne cet objet ne saurait donc faire difficulté. Aucune observation, au surplus, n'a été produite devant la Commission des Affaires Etrangères.

En présence de la clarté des textes du Traité, il est superflu d'insister sur ce que l'organisation proposée ne porte aucune atteinte à la souveraineté des Etats adhérents. Les divers organes de la Conférence du Travail et la Conférence du Travail elle-même, n'ont d'autre mission que d'étudier les problèmes du travail, de formuler des recommandations ou de rédiger des projets de conventions internationales. Les Etats adhérents sont tenus uniquement de soumettre les recommandations et les projets de conventions aux autorités législatives et administratives compétentes dans leurs pays respectifs, dans le délai d'un an et de faire connaître au Secrétaire général de la Conférence la décision prise. L'article 403 du Traité stipule formellement que les membres de la Conférence du Travail ne sont soumis à aucune autre obligation.

La Chambre peut donc sans hésiter accorder la consécration de son vote à cette partie du Traité avec l'espoir que, par l'échange des informations, par l'examen permanent et méthodique des conditions complexes dans lesquelles se poursuit la production dans les différents Etats, par la coordination des efforts de tous pour assurer à l'ensemble des travailleurs des conditions de vie plus favorables, plus conformes aux commandements de l'humanité, notre pays se rapprochera de cet idéal de justice sociale, qui est inscrit au fond de la conscience moderne et que, d'une volonté résolue, tous les peuples libres s'efforcent de réaliser.

* * *

Votre Commission des Affaires étrangères et la Section centrale désignée pour l'examen du Traité, se sont en conséquence prononcées pour l'adoption du projet de loi qui porte approbation : a) du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 entre les Puissances alliées et associées, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part; b) du protocole, du même jour, précisant les conditions d'exécution de certaines clauses du Traité de Paix.

Nous proposons à la Chambre de ratifier ces décisions.

Les Rapporteurs,

A. MÉLOT.
MAURICE FERON.

Le Président,

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Wetsontwerp tot goedkeuring van het Vredesverdrag met Duitschland,
gesloten te Versailles op 28 Juni 1919 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN EN
DE MIDDENAFDEELING, IN VEREENIGDE VERGADERING ⁽²⁾, UITGEBRACHT
DOOR DE HEEREN **MÉLOT** EN **FERON**.

MIJNE HEEREN,

Wil men zich een denkbeeld vormen van het Vredesverdrag, dat heden aan het Belgisch Parlement ter goedkeuring is voorgelegd, dan dient men terug te gaan tot die vergadering van 4 Augustus 1914, waar aan de Vertegenwoordigers der Natie kennis werd gegeven van het verwaten Deutsche ultimatum en van het fiere antwoord, door 's Konings Regeering daarop gegeven, — waar zij de schending van het grondgebied vernamen.

Toen reeds vermeldde de Troonrede, in roerende bewoordingen, de beweegredenen van den Belgischen weerstand en de voornaamste doeleinden van den ons door Duitschland opgedrongen oorlog. Door algemeene toejuichingen bekrachtigde het Parlement de woorden van den Koning.

België heeft gestreden, omdat het zich verbonden had de onzijdigheid van zijn grondgebied te doen eerbiedigen; het heeft gestreden voor zijne onafhankelijkheid en zijne bedreigde haardsteden en omdat een « land, dat zich verdedigt, aller eerbied afdwingt, — omdat zulk land niet vergaat ».

(1) Wetsontwerp, nr 203.

(2) De Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken bestond uit de heeren **POULLET**, *voorzitter*, **BUISSET**, **CARTON DE WIART**, **DESTREE**, **DE WOUTERS D'OPLINTER**, **FERON**, **HANSSENS**, **HELLEPUTTE**, **HUBIN**, **IMPERIALI**, **JANSÓN**, **MÉLOT**, **SEGEERS**, **TERWAGNE**, **TROCLET**, **VAN CLEENPUTTE** en **WOESTE**.

De Middenafdeeling bestond uit de heeren **POULLET**, *voorzitter*, **TIBBAUT**, **GOLLENAUX**, **BEGEREM**, **VAN HOEGAERDEN**, **NEUJEAN** en **MECHELYNCK**.

Het recht is hersteld. België's eer is ongeschonden. Voortaan zal zijne handteekening het bloed zijner dooden tot waarborg hebben. België leeft; zijne onafhankelijkheid is volkomen, nog meer volkomen dan eertijds. Onze hoofdzakelijke oorlogsdoeleinden zijn dus bereikt; zij worden door het Verdrag van Versailles bevestigd.

Op het oogenblik dat wij opgeroepen zijn om dit Verdrag goed te keuren, zou het ondankbaar zijn niet, in de eerste plaats, eene erkentelijke hulde te betuigen aan die onzer landgenooten: soldaten of burgers, die voor het Vaderland hebben geleden, die zijn gestorven of hun leven edelmoedig ten offer brachten; aan onze Geallieerden wier machtige legers, door voor hun land te strijden, tevens voor het onze hebben gestreden. Aan al degenen die zich voor België hebben opgeofferd, is het nieuwe, door het lijden en door de overwinning grooter geworden België, eene onvergankelijke dankbaarheid verschuldigd.

Gedurende heel den oorlog heeft 's Konings Regeering, de tolk van het Land, niet opgehouden te verklaren dat zij geen ander doel nastreefde dan den vrede en het recht te herstellen; doch zij liet geen enkele gelegenheid voorbijgaan om er bij te voegen, dat zij slechts een vrede zou aannemen, welke rechtmatige schadeloosstellingen, waarborgen en veiligheid voor de toekomst zou verzekeren.

Het Verdrag voorziet schadeloosstellingen, waarborgen en veiligheid.

Wij zullen hier handelen over de schadeloosstellingen.

Wat de waarborgen en de veiligheid betreft, deze zijn voorzien in talrijke gedeelten van het Verdrag en namelijk in het Verdrag van den Volkenbond, in de artikelen handelend over den linkeroever van den Rijn en over onze nieuwe grenzen, evenals die welke handelen over de ontwapening van Duitschland.

Door voor al de leden van den Volkenbond sommige verplichtingen tot het niet-voeren van oorlog te bedingen, door te verklaren dat elke oorlog of elke bedreiging met oorlog, — zij wezen al of niet gericht tot een der leden van den Bond, — den Bond in zijn geheel aanbelangt en dat deze maatregelen moet treffen, die geschikt zijn om den vrede doelmatig te waarborgen, — door internationale betrekkingen op te leggen, gegrond op rechtvaardigheid, eer en recht, — door strafbepalingen voor te schrijven, welke, zoo zij niet volstrekt afdoende zijn, toch van ernstigen aard zijn, — beschermt het Verdrag vooral de kleine Natiën. Dit is een eerste waarborg, een eerste zekerheid.

De ontwapening van Duitschland, dat ons onrechtvaardig heeft aangerand en waarvan wij den geest van weerwraak terecht duchten, is een tweede waarborg. Het is aan Duitschland voortaan verboden, vestingen te behouden of te bouwen, hetzij op den linkeroever van den Rijn, hetzij op den rechteroever binnen een gebied van vijftien kilometer breedte; binnen dezelfde gebieden gewapende machten te onderhouden of te vereenigen. Ter bekrachtiging daarvan, worden deze Duitsche grondgebieden door de Geallieerden bezet, de eene gedurende vijf, de andere gedurende tien, nog

andere gedurende vijftien jaar of zelfs langer nog, indien de Geallieerden het noodig achten. In elk geval houdt de bezetting alleen dan op, wanneer Duitschland zijne verplichtingen heeft nageleefd.

Eindelijk wordt geheel het Duitsche leger verminderd op honderdduizend man, met inbegrip van officieren en blijvende troepen; de militaire, zee- en lûchtbewapeningen worden streng beperkt. De omstandige opgave van deze beperkingen beslaat zestien bladzijden van het Verdrag. Het toezicht op de uitvoering daarvan wordt aan eene Intergeallieerde Commissie toevertrouwd.

De nieuwe grens van ons land, waaraan door het Verdrag Moresnet, Eupen en Malmedy worden teruggeschonken, is, in strategisch opzicht, ietwat verkieslijker boven de oude grens.

Met vreugde begroeten wij deze nieuwe landgenooten.

Het schijnt dat ernstige voorzorgen worden genomen om Duitschland te beletten zich te wapenen en een onverhoedschen aanval te beproeven, welke het, zedelijker wijze, onmogelijk in 't geniep zou kunnen voorbereiden.

Overigens, in het Verdrag komt er niets voor, dat België belet met andere Mogendheden overeenkomsten te sluiten, waardoor het nog meer waarborgen zou bekomen.

Uwe Commissie is van oordeel dat het niettemin noodzakelijk zal zijn, den militairen toestand van ons land, aan aanvallen meer blootgesteld dan de meeste der oorlogvoerenden, te vestigen, met inachtneming van zijne geographische ligging, overeenkomstig artikel 8 van het Verdrag.

Het Verdrag van 1919 stelt een einde aan de Verdragen van 1839, welke, vóór den oorlog, den rechtstoestand van ons land bepaalden. Thans behoort het aan de voornaamste geallieerde en verbonden Mogendheden of aan sommigen onder hen, overeenkomsten te sluiten met de Regeeringen van België en van Nederland om ze te vervangen. Daarover wordt thans ónderhandeld. Duitschland heeft zich bij voorbaat verbonden, met deze overeenkomsten uitdrukkelijk in te stemmen, bijaldien het daartoe wordt gevorderd.

Het Vredesverdrag stelt insgelijks een einde aan de verscheidene verdragen, welke de betrekkingen van het Groot-Hertogdom Luxemburg met Duitschland regelen. Dit laatste erkent dat, van 1 Januari 1919 af, het Groot-Hertogdom heeft opgehouden deel uit te maken van het Duitsche *Zollverein*. Het ziet af van alle rechten op de spoorwegondernemingen, treedt toe tot de opheffing van het neutraliteitstelsel en neemt, bij voorbaat, al de schikkingen aan, welke door de geallieerde en verbonden Mogendheden betreffende het Groot-Hertogdom worden gesloten. De Kamer weet dat, in de jongste tijden, onderhandelingen tusschen de Belgische Regeering en de Luxemburgsche werden gevoerd ten einde de mogelijke grondslagen voor eene economische unie tusschen beide landen te vinden.

Gewaarborgd door zijn nieuw statuut, maar vooral door zijn onwrikbaren wil om onafhankelijk te leven, zal België uit zijne puinen herrijzen. Het zal den arbeid hervatten met de wilskracht, die het kenmerkt. Daar het nog meer op zijn eigen krachten rekent dan op vergoedingen, waarvan het groot

gedeelte niet vóór langen tijd zal uitgekeerd worden, blijft het voor zijne toekomst hetzelfde vertrouwen koesteren, waarmêe het steeds bezielde was, zelfs in de benardste uren van de gebate Deutsche verdrukking.

De Volkenbond.

De Regeeringen van de vrije natiën, welke door hunne pogingen en hunne opofferingen het Recht hebben doen zegepralen en, ten bate van al de volkeren, de veroveringen der beschaving hebben gered, hebben er aan gehouden dat het « Verdrag van den Volkenbond » aan het hoofd van de bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles zou voorkomen als bewijs van de eerlijkheid hunner inzichten en blijk van hun vredelievenden wil. Dit verdrag, ontstaan onder de ingeving van het reinste ideaal van eendracht en menscheijkheid, huldigt op plechtige wijze de hoogste internationale zedelijkheid en is tevens een werk van omzigtige en sterke politiek, beheerscht door de bewustheid van de grootste der hinderpalen welke zich verzetten en zich ongetwijfeld nog lang zullen verzetten tegen de volmaakte vestiging van het ideaal, waarvan het Verdrag uitgaat en waarvan het, binnen het bereik der menschelijke krachten, de bevestiging verzekeren en de naleving waarborgen wil.

Inderdaad, de Volkenbond is, naar de inzichten zijner oprichters, geroepen om eene oplossing te geven aan de overgrootte tegenstrijdigheid — altyddurende bekoring en altyddurende angst van het menschelijk geweten — waarvan Pascal's genie de geduchte formule heeft neergeschreven : « Zonder de macht is de gerechtigheid onmachtig; zonder de gerechtigheid is de macht dwingelandij ». De Volkenbond krijgt tot zending « de gerechtigheid en de macht samen te brengen », en « te dien einde, er voor te zorgen dat wat rechtvaardig is, machtig weze en dat wat machtig is, rechtvaardig zij ».

De oprichters van de Volkenbond kennen al de bezwaren en al de gevaren van het ondernomen werk. Zij weten dat, op dit oogenblik, geene rechts- of machtsinstelling sterk genoeg is, geen scheidsraad klaar genoeg ziet, opdat men aan de volkeren kunne beloven dat de geschillen, onafscheidelijk verbonden aan het leven en den vooruitgang der Natiën voortaan zullen kunnen opgelost worden zonder dat het verzet van het recht, dat zich miskend acht, of de overtuiging levensbelangen en onaantastbare strevingen te verdedigen, menschelijke massa's tot de hoogste opofferingen drijven.

Het Verdrag van den Volkenbond meldt ons niet dat voortaan geen oorlogsrisico's meer zullen bestaan. Het verzoekt de volkeren « sommige verplichtingen te aanvaarden om niet meer tot den oorlog zijn toevlucht te nemen ». Het verzoekt hen, af te zien van de verrassingen der geheime verbonden, onwankelbaar getrouw te blijven aan de verplichtingen der openlijk gesloten verdragen en de regelen van het internationaal recht te eerbiedigen.

De Volkenbond zal dus niet zijn een soort bovenationale Regeering,

bekleed met eene souvereiniteit welke wetten kan invoeren, voor al de volkeren verbindend, of welke op zich zelf de middelen bezit om de door hem uitgevaardigde règlementen van rechten te doen naleven, ingeval nationale weerstanden daarmee in tegenspraak mochten zijn. De Natiën blijven voortbestaan met hare volle souvereiniteit en hare volle aansprakelijkheid. Zij worden geenszins ontlast van de zorg voor hunne veiligheid en hunne verdediging. Ten einde aan bijzondere gevaren het hoofd te bieden, kunnen zij bijzondere verbonden onder haar sluiten. Door aan Frankrijk hun onverwijld militaire medewerking te beloven, in geval van schending der bepalingen van het Verdrag van Versailles door Duitschland en van niet verwekten aanval, hebben Groot Britannië en de Vereenigde Staten van Amerika de formule opgegeven van de bijzondere overeenkomsten, welke de Volkenbond toelaat en welke ter waarborging van den Vrede mogen worden gesloten. België, dank zij de opheffing van de Verdragen van 1839 in zijne volle souvereiniteit hersteld, kan voortaan, zoo het dit oorbaar acht, dit voorbeeld navolgen en, in bijzondere verstandhoudingen, een meer nauwkeurigen en doelmatigen waarborg trachten te vinden dan die, welke hem reeds wordt verzekerd door artikel 10 van het Verdrag van den Volkenbond.

Den dag, waarop het Verdrag van den Volkenbond werd vastgesteld, zegde de heer Paul Hymans, Minister van Buitenlandsche Zaken, toen hij de toetreding van ons land aanbracht : « Een edele proefneming wordt begonnen. »

België, dat een aanmerkelijk deel heeft genomen aan de inrichting van deze nieuwe groote zedelijke en juridische macht, ten dienste van het recht gesteld, zal openhartig en vertrouwwol tot hare versterking en uitbreiding bijdragen.

Schadeloosstellingen.

Betreffende België's recht op schadeloosstelling werden twee vragen gesteld. Welke verliezen en schade moet Duitschland in ons land herstellen? Dient een recht van voorrang te worden bedongen voor de vergoedingen waarop het aanspraak heeft?

Volgens artikel 232 van het Verdrag, is België de eenige Macht, waaraan volle teruggave en volle herstel worden verzekerd. Al de verliezen en gansch de schade moeten vergoed worden. Dat is het door Duitschland zelf aangenomen gevolg der schending van het Verdrag van 1839. Terwijl, b. v., de overige oorlogvoerenden zelf hunne oorlogskosten moeten dragen, is Duitschland verplicht, deze kosten aan België terug te betalen.

Onverminderd deze terugbetaling, heeft het, evenals de overige onderteekenaars van het Verdrag, recht op herstel der schade, aan zijne burgerlijke bevolking en aan zijne goederen veroorzaakt, tijdens den oorlog, door de Duitsche aanvallen te land, ter zee en van uit de lucht.

Uwe Commissie verlangde nadere aanwijzingen te bekomen betreffende het bedrag van deze schade. Zij heeft derhalve de volgende vragen gesteld :

1^o Vraag.

Heeft de Regeering het bedrag aangegeven van de vergoedingen door België van Duitschland geëischt tot herstel der schade?

Antwoord.

De Belgische afgevaardigden in de Commissie van Herstel hebben verklaard dat het nog niet mogelijk was eene juiste en volledige opgave te leveren van de schade, door België op allerlei gebied geleden.

2^o Vraag.

Op welke stukken heeft zij hare eischen gegrond?

Antwoord.

De afgevaardigden hebben hunne berekening gegrond op de inlichtingen, welke hun werden verstrekt door de ministerieele Departementen, door het Middencomiteit voor de nijverheid en door de technische deskundigen.

3^o Vraag.

Welke betrekenis moet er gegeven worden aan het cijfer van 7 t. h., dat, bij wijze van onderstelling, in de bijlage II, n^o 203, werd vooropgezet? Is er eenige reden om aan te nemen dat het evenredig aandeel van België in de totale vergoeding niet hooger zijn zou?

Antwoord.

Die 7 t. h. zijn zuiver hypothetisch. Men moet daaraan niet de minste bijzondere beteekenis hechten, want het cijfer werd slechts gekozen om de wijze van toepassing van het getroffen accoord omstandig te kunnen uiteenzetten. Tot nog toe namen de geallieerde en verbonden Mogendheden geene beslissing aangaande de evenredigheid, volgens welke de verscheidene belanghebbende landen zullen toegelaten worden tot de verdeeling der op gezette tijden door Duitschland te verrichten stortingen.

Onder deze omstandigheden is het niet mogelijk vooraf te zeggen welk percentage aan België zal worden toegekend.

Wij blijven dus in het onzekere aangaande het geheel bedrag der vergoedingen.

Wat den aan België verleenden voorrang betreft, brengt het Verdrag

nadere aanwijzingen. Voor onze volle schuldvordering hebben wij den voorrang niet bekomen.

België bekomt het voorrecht van een dubbelen voorrang.

De eerste betreft de oorlogskosten. Duitschland is verplicht tot terugbetaling van al de sommen welke België aan de geallieerde en verbonden Regeeringen heeft ontleend tot 11 November 1918, met inbegrip van den interest tegen 5 t. h. Deze terugbetaling zal geschieden door middel van bons, welke de Deutsche Regeering zich verbindt dadelijk uit te geven. De drie vertegenwoordigers van de Fransche Republiek, van de Vereenigde Staten en van Groot Britannië hebben zich verbonden, aan de bevoegde instelling van hunne Regeering aan te bevelen de verbintenissen van België als niet bestaande te aanzien, zoodra deze Deutsche bons aan de Commissie voor Herstel zullen afgeleverd zijn.

Dank zij deze bepaling, heeft ons land geene eigenlijk gezegde oorlogsschuld.

De tweede voorrang betreft de verdeeling der eerste twintig milliard gouden marken, welke Duitschland zich verbonden heeft vóór 1 Mei 1921 te betalen. Van deze eerste twintig milliard zal België, op afrekening van de vergoedingen wegens herstel waarop het recht heeft, het gelijke bedrag van 2 1/2 milliard frank in goud ontvangen, af te houden van de eerste betalingen welke wezenlijk in specie van Duitschland werden ontvangen.

Onverminderd dit voorschot, zal België, in de verhouding welke het overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag zal toegekend worden, deel hebben in de verdeeling van de eerste stortingen en in de verdere uitkeeringen.

Voor deze verdeelingen wordt het gemeene recht, door het Verdrag bepaald, opnieuw van toepassing op België.

Door sommige leden der Afdeelingen en der Commissie werden voorbehoudingen gemaakt : zij beweerden te bewijzen dat ons land niet de voldoeningen bekomt, waarop het aanspraak heeft. Het is moeilijk, over deze bezwaren te oordeelen.

De Vertegenwoordigers van de voornaamste geallieerde en verbonden Mogendheden, die in hoogsten aanleg de algemeene regelen van de verdeling der vergoedingen hebben vastgesteld, deden de gronden hunner beslissingen niet kennen en, anderzijds, kennen zij niet het verloop der vergoedingen welke aan België zullen worden toegekend.

Onze goedkeurende stemming heeft dus de beteekenis van een blijk van vertrouwen in de eerlijkheid van onze Geallieerden.

Die Mogendheden, na te hebben verklaard « dat zij geen einde aan de » vijandelijkheden zullen stellen zonder dat België in zijne politieke en » economische onafhankelijkheid hersteld zij en ruimschoots vergoed voor » de geleden schade », kunnen niet anders dan hun woord gestand doen. Zij zullen het bedrag der vergoeding, waarop ons land recht heeft, ruimschoots vaststellen.

Regeling van den arbeid.

De inleiding van de bepalingen tot instelling der Arbeidsconferentie en der onderscheidene inrichtingen voor studie, samenordening en voorstellen welke daaryan afhangen, bevestigt het beginsel dat de algemeene vrede, welke de Volkenbond moet trachten tot stand te brengen en te waarborgen, slechts mag gegrond zijn op « de sociale gerechtigheid »; zij erkent dat er « arbeidsvoorwaarden bestaan, welke voor een groot aantal personen ongerechtigheid, ellende en ontberingen in zich sluiten »; zij bevestigt dat het « hoogdringend is deze voorwaarden te wijzigen » en stelt vast dat, « daar het niet aannemen, door eenige natie, van eene werkelijk mensche-lijke arbeidsregeling, de pogingen verijdelt van de overige natiën die verlangen den toestand der arbeiders in hun eigen land te verbeteren », het voor de leden van den Volkenbond noodig is gemeenschappelijk te werken om hervormingen, door deze bevindingen en deze beginselen opgelegd op te sporen en te bepalen.

De noodzakelijkheid van internationale overeenkomsten ter verbetering van den toestand der arbeiders, werd, vóór den oorlog, algemeen aangenomen. Zij werd erkend namelijk, door België. Zijne toetreding tot de bedingen van het Verdrag van Versailles op dit gebied kan dus geen bezwaar opleveren. Er werd overigens in de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken geen enkele aanmerking te berde gebracht.

De bewoordingen van het Verdrag zijn zoo duidelijk dat het overbodig is er op aan te dringen dat de voorgestelde regeling geen inbreuk maakt op de souvereiniteit der toetredende Staten. De verschillende organen der Arbeidsconferentie en de Arbeidsconferentie zelf hebben enkel tot taak de arbeidsvraagstukken te bestudeeren, aanbevelingen te doen of ontwerpen van internationale overeenkomsten op te maken. De toetredende Staten zijn er alleenlijk toe gehouden, de aanbevelingen en de ontwerpen van overeenkomsten aan de bevoegde wetgevende en bestuurlijke overheden in hunne onderscheidenlijke landen te onderwerpen binnen één jaar en aan den Algemeenen Secretaris der Conferentie de genomen beslissing te doen kennen. Artikel 405 van het Verdrag bepaalt uitdrukkelijk dat de leden der Arbeidsconferentie aan geene andere verplichting onderworpen zijn.

De Kamer kan dus, zonder aarzelen, dit gedeelte van het Verdrag goedkeuren, met de hoop dat door de wederzijdsche mededeeling der inrichtingen, door het bestendig en methodisch onderzoek der ingewikkelde voorwaarden waarin de voortbrenging in de onderscheidene Staten geschiedt, door de samenordening der pogingen van allen om aan de gemeenschap der arbeiders voordeelijker levensvoorwaarden te verzekeren, die ook beter strooken met de vereischten der menschelijkheid, zal ons land dit ideaal van sociale gerechtigheid meer benaderen, ideaal dat ten grondslag ligt aan het hedendaagsch bewustzijn en dat al de vrije volkeren met wilskracht pogen te bereiken.

*
* *

Uwe Commissie voor de Buitenlandsche Zaken en de Middenafdeeling, met het onderzoek van het Verdrag belast, hebben dienvolgens beslist het ontwerp aan te nemen, dat de goedkeuring beoogt : a) van het Vredesverdrag, op 28 Juni 1919 te Versailles gesloten tusschen de geallieerde en verbonden Mogendheden, eenerzijds, en Duitschland, anderzijds; b) van het protocol, van dezelfde dagteekening, tot nadere omschrijving van de wijzen van uitvoering van sommige bedingen van het Vredesverdrag.

Wij stellen aan de Kamer voor, deze beslissingen goed te keuren.

De Verslaggevers,

A. MÉLOT.

MAURICE FERON.

De Voorzitter,

P. POULLET.

